

Grand-Nord

Serrons-nous les coudes pour faire des gains qui profiteront à tout le monde

Nous avons appris en même temps que vous qu'une entente a été conclue par le gouvernement avec une autre organisation syndicale représentant du personnel en soins infirmiers et cardiorespiratoires dans les établissements du Grand-Nord. Nous n'avons pas pu étudier cette entente puisque nous n'y avons pas accès pour le moment. Nous ignorons, par exemple, si elle contient des contreparties acceptées par cette organisation syndicale. Ainsi, nous ignorons si elle a accepté de retirer des revendications pour le personnel du Grand-Nord ou encore, si cette entente inclut des concessions sur d'autres conditions de travail.

Dans les jours suivants cette annonce, alors que nous tenions une rencontre de négociation avec la partie patronale, nous avons saisi l'occasion pour rappeler aux représentantes et aux représentants patronaux et gouvernementaux que nous attendons toujours des réponses quant à nos revendications visant à améliorer substantiellement les conditions de travail dans le Grand-Nord. Rappelons que la situation de pénurie de main-d'œuvre et de surcharge de travail est critique sur le territoire, et ce, dans tous les secteurs et pour l'ensemble des catégories de personnel, particulièrement dans les services psychosociaux. À ce jour, aucune offre ne nous a été présentée à cet égard.

En rappel - Quelques-unes de nos revendications de négociation pour le Grand-Nord

- Le Front commun (représentant 420 000 salarié-es de l'État) revendique l'amélioration des dispositions relatives aux sorties afin qu'elles soient plus nombreuses, mais visant également des déplacements remboursés pour les personnes recrutées localement. Nous considérons qu'il est discriminatoire que les salarié-es recrutés localement, très souvent autochtones, n'aient pas le droit aux sorties.
- À la table sectorielle en santé et des services sociaux, nous réclamons l'augmentation des primes de rétention (montant forfaitaire de la lettre d'entente no 37) dont les montants stagnent depuis des années.
- Toujours au niveau sectoriel et en lien avec ces primes de rétention, nous demandons également l'élargissement de leur accès puisqu'elles sont actuellement offertes exclusivement aux techniciennes, aux techniciens et aux professionnel-les des catégories 3 et 4.

Des bonifications pour tout le monde

À nos yeux, il est inacceptable que l'ensemble du personnel du Grand-Nord ne soit pas traité équitablement. Depuis le début des négociations, le gouvernement ne souhaite parler que de ses propres priorités. Malgré les grands discours, force est de constater que les établissements nordiques et les services sociaux en sont exclus, tandis que pour nous, il s'agit de priorités. Nous entendons bien poursuivre la lutte jusqu'à ce que le gouvernement comprenne qu'il faudra négocier de bonnes conditions de travail, pour l'ensemble du personnel œuvrant dans le Grand-Nord.

Mobilisation

Le comité d'information et d'action de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) planche actuellement sur un plan de mobilisation et d'information spécifique à cet enjeu afin de forcer le gouvernement à tenir compte des besoins de nos membres, au bénéfice de toute la population du Grand-Nord. Pour la mise en œuvre de ce plan, nous miserons non seulement sur la mobilisation des travailleuses et des travailleurs des établissements nordiques, mais également sur celle de la FSSS-CSN, de toutes les composantes de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et de l'ensemble du Front commun.

Nous partageons entièrement votre colère face à ce gouvernement qui tente de nous diviser au lieu de répondre adéquatement aux demandes légitimes que nous portons. Nous vous invitons à passer le mot auprès de vos collègues : la CSN et la FSSS-CSN n'abandonnent aucune revendication concernant le Grand-Nord. Au contraire, avec cette annonce, le gouvernement reconnaît enfin qu'il y a urgence d'agir dans cette région et nous entendons bien tirer profit de cette conjoncture pour instaurer des solutions durables et complètes.

Le comité de négociation de la FSSS-CSN

Far North

Standing firm for gains that benefit all employees

At the same time you did, we learned of the government's agreement with another union representing nursing and cardio-respiratory care employees in Northern Québec. We haven't been able to review the agreement because we haven't seen it yet. So we don't know what trade-offs the other union accepted. Did it drop any demands for its members in the Far North or make concessions on other working conditions?

Soon after the announcement, we were at the bargaining table and we took the opportunity to remind the employer and government representatives that we are still waiting for a response to our demands for substantial improvements to working conditions in the North. We know the labour shortage and excessive workloads are a critical situation in Northern Québec that affects all sectors and all personnel classes. It is particularly acute in mental health and social services. So far, we received no offers related to this topic from the employer.

Some of our demands for Northern Québec

- As part of the Front commun (which represents 420,000 government employees), we are demanding better provisions for trips out, including both an increase in the number of trips and the inclusion of locally hired personnel in these benefits. We consider it discriminatory that locally recruited employees, many of whom are Indigenous, do not receive the same benefits as the others.
- At the health and social services sectoral table, we are demanding an increase in retention premiums (the lump-sum in Letter of Agreement No. 37), which have been stagnant for years.
- We are also demanding expanded access to the retention premiums, which are currently available only to class 3 and 4 technicians and professionals.

Improvements for all

We find it unacceptable that all employees in the Far North are not treated equally. Since the beginning of this bargaining round, the government wants to discuss only its own priorities. It seems the government's fine words don't apply to Northern establishments and social services. But for us, these are priorities. We will keep up the fight until the government agrees to negotiate good working conditions for all employees in the Far North.

Mobilization

The FSSS-CSN information and action committee is currently working on a specific mobilization and information plan to force the government to address the needs of our members in the North, for the benefit of the entire population of Northern Québec. To carry out this plan, we will need not only workers in northern establishments to mobilize but also the entire FSSS, the entire CSN and the entire Front commun.

We share your anger at this government's attempts to divide us instead of responding to our legitimate demands. We ask you to spread the word and tell your coworkers that the CSN and the FSSS-CSN have not dropped any of our demands for the Far North. On the contrary, with this announcement, the government is finally acknowledging the urgent need for action in the North. We plan to use this situation to win sustainable, global solutions.

The FSSS-CSN Bargaining Committee